

Certes, monsieur l'Orateur, j'admets qu'un revenu garanti n'est pas la réponse à tout. Les gens disent que certains de nous du Nouveau parti démocratique considèrent cela comme une panacée qui guérira tous les maux des personnes à revenu modique. C'est faux. Nous ne progresserons vraiment pas beaucoup tant que nous n'obtiendrons pas ce que dit vouloir le président Nixon, tant que les gens qui sont sur les listes d'assistance et de bien-être ne seront pas sur les listes de paie; mais, au moins, un revenu garanti permettrait aux gens de subsister. Lorsque toutes les agences de bien-être social dignes de ce nom disent au gouvernement en termes clairs que le revenu garanti est une nécessité absolue, lorsque même le sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social déclare devant le comité sénatorial sur la pauvreté que le revenu garanti est une nécessité absolue, le cabinet devrait sûrement savoir si oui ou non le revenu garanti représente une mesure réaliste. Je pense que les membres du cabinet ne le savent que trop bien, mais ne sont pas disposés à rendre cela possible en réduisant leurs priorités véritables dans d'autres domaines.

Nous estimons le revenu garanti une nécessité, mais les gens doivent avoir, en outre, la garantie de pouvoir le conserver. Dès qu'on hausse légèrement les pensions, le propriétaire s'empresse de mettre le grappin dessus aussitôt que les pauvres gens touchent ce supplément. Par conséquent, non seulement doit-il y avoir revenu garanti, mais encore faut-il que les gens puissent avoir la garantie de le conserver. Il faut des dispositions législatives qui interdisent au propriétaire, au boucher, au boulanger, au cirier, au gouvernement lui-même, de leur extorquer ce supplément. Le gouvernement actuel a pris un très mauvais pli: quand il hausse légèrement les pensions, ce qu'il a fait une ou deux fois, il reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre. S'il ajoute quelques miettes aux pensions, il retire ces quelques miettes des allocations des anciens combattants. Ce n'est pas une façon d'agir, et le gouvernement le sait fort bien.

Les gens refusent parfois de croire à la cruauté d'un gouvernement qui commet ces erreurs. Croyez-moi, monsieur l'Orateur, ce ne sont pas des erreurs. Ces choses sont faites de propos délibéré parce que le cabinet se soucie comme d'une guigne des gens à faibles revenus, les considère comme la cinquième roue du carrosse, bons tout juste à jeter au rebut.

Nous voudrions voir adopter aussi une mesure qui garantisse des emplois et la formation nécessaire pour les remplir. J'ai pré-

senté hier un bill modificateur qui, si on l'adoptait, donnerait droit aux femmes mariées, ou aux femmes célibataires qui assurent la marche d'un intérieur, à un recyclage et aux allocations connexes. Je vois que le ministre hoche la tête. J'espère que c'est pour signifier son accord avec le principe du bill.

**M. Benjamin:** Il se bat bien, mais en paroles.

**Mme MacInnis:** Je sais qu'il se bat bien en paroles, mais je voudrais le voir passer à l'action. Avec le gouvernement, c'est toujours la même chose. Ses membres ne cessent de parler, mais on ne les voit jamais agir. Le beurre dans les épinards, c'est toujours pour demain, jamais pour tout de suite. J'estime, pour ma part, qu'il est temps qu'on nous donne le beurre maintenant, pour les gens qui en ont besoin. Oh, il ne fait pas de doute que, pour ce qui est de se sucrer, les possibilités ne manquent pas pour les députés, les sénateurs, ceux qui œuvrent dans les hautes sphères, les hauts fonctionnaires importants et les coteries qui entourent les différents ministres; plus de \$100,000 sont prévus pour les collaborateurs immédiats du premier ministre. Pour tout cela, il y a de l'argent, mais non quand il s'agit des gens qui en ont besoin. Toute civilisation qui commence par le sommet de la hiérarchie et qui accroît les revenus de ceux qui disposent déjà d'un revenu et d'une aisance confortables, n'est pas digne de ce nom.

**M. Benjamin:** Qu'on les décapite!

**Mme MacInnis:** Qu'on les décapite? Nous ne sommes même pas encore sortis de la jungle et nous n'avons aucun droit de parler de notre civilisation.

**M. McCleave:** Personne ne le fait.

**Mme MacInnis:** D'aucuns appellent cela une civilisation, mais, à mon sens, c'est le mot exagération qui convient le mieux.

Cinquièmement, nous voulons un régime fiscal équitable, fondé uniquement sur la capacité de payer. Quant au Livre blanc sur la réforme fiscale, il est probable que le ministre des Finances en viendra à composition sur plus d'un point sous l'effet des pressions. Je suis prête à parier dès maintenant que ceux qui en profiteront seront ceux qui touchent des dividendes élevés, ceux qui ont de gros revenus, car ce sont ces gens qui peuvent organiser un travail efficace dans les coulisses. Nous revenons au principe selon lequel les impôts sont déterminés par la capacité de payer, peu importe la source des revenus.